



Belel

Un militaire du BIR tué par les preneurs d'otages P. 11

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

L'œil DU **Sahel**

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1147 du mercredi 14 novembre 2018



"Paul Biya, homme de paix"

Lire la réflexion de Maxime K. Mama.

P. 8

INSÉCURITÉ

L'élite de l'Adamaoua écrit à Paul Biya

Pp. 2-3



Route Mora-Dabanga-Kousseri
Première mission d'inspection de la Banque mondiale

P. 5

Programme économique
Satisfécit du FMI au terme de la 3ème revue

P. 7



Mokolo

Deux séminaristes nigériens portés disparus

P. 6

Insécurité.

L'élite de l'Adamaoua écrit à Paul Biya



A

Monsieur Paul BIYA Président de la République du Cameroun
S/C

Monsieur le gouverneur de la Région de l'Adamaoua
Excellence,

L'élection présidentielle du 07 octobre 2018 vient de connaître son terme avec la publication du résultat officiel par le Conseil Constitutionnel.

Vous avez été réélu avec un taux 71,28%.

La région de l'Adamaoua vous a choisi à 79,77%, soit plus de huit (08) points au-dessus de votre score national.

A l'aube de ce nouveau septennat, le temps des promesses électorales est révolu. Place maintenant aux actions concrètes qui détermineront à court terme la situation politique de la région avec les élections législatives, municipales et régionales.

Le Cercle de Réflexion des Elites de l'Adamaoua (CREA) a l'immense responsabilité de porter à votre haute attention les problèmes spécifiques de cette région que taisent à dessein ou par crainte révérencielle les élites politiques. Celles-ci sont vieillissantes et impopulaires, plus soucieuses de leur confort personnel et de la conservation de leurs privilèges que du bien-être des populations.

Au rang des problèmes majeurs auxquels est confrontée notre région, figure l'insécurité.

En effet, depuis l'année 2013, la région de l'Adamaoua est en proie au phénomène de prise d'otages et de vol de bétail, en raison de sa position géo-

graphique unique, frontalière avec trois pays en crise (République Centrafricaine, Nigéria et Tchad).

Des bandits armés, sillonnant en toute liberté les zones rurales, commettent des exactions d'une brutalité inouïe.

Des éleveurs et des agriculteurs ou leurs proches sont kidnappés et leur libération est subordonnée au paiement des rançons. Les cas suivants illustrent cette nouvelle forme de banditisme rural :

- le 14 mars 2017, LAWAN BAKARY, ALHADJI OUMAROU et ALHADJI BAKARI sont enlevés dans le village dit SALTAKA dans l'arrondissement de NGANHA ; trente millions (30.000.000) FCFA ont été versés aux ravisseurs pour obtenir leur libération.

- dans la même localité, le nommé ALHADJI AMADOU a été kidnappé et libéré sept (07) mois plus tard après paiement de la somme de vingt millions (20.000.000) FCFA ;

- dans l'arrondissement de MARTAP, un éleveur nommé ALHADJI DAOUDA a été enlevé courant janvier 2016 puis libéré après versement d'une rançon de vingt-quatre millions (24.000.000) FCFA ;

- dans le même arrondissement, au lieu-dit BOL ISSA, les nommés MOHAMADOU ARABO, MAÏGARI BELLO, ALHADJI MOUSSA et MOHAMADOU FAÏÇAL ont payé vingt-quatre millions (24.000.000) FCFA pour recouvrer leur liberté auprès des preneurs d'otage.

- dans l'arrondissement de Belel, en mai 2015, un enfant de dix (10) ans a été kidnappé. Quelques jours plus

tard, son corps sans vie a été retrouvé en brousse. La victime a été sauvagement assassinée malgré le paiement de rançon par ses parents.

Les cas ci-dessus sont loin d'être exhaustifs ; beaucoup d'otages malheureusement sont parfois froidement abattus, pendus ou égorgés en cas de non-paiement de rançon. Face à cette situation, beaucoup d'éleveurs ou agriculteurs bradent tout leur patrimoine pour payer des rançons.

On estime aujourd'hui à plus d'un milliard le montant des rançons versées ces trois dernières années, chiffre probablement sous-estimé, compte tenu de nombreux cas de non-dénonciations par peur des représailles.

Aujourd'hui plusieurs villages sont désertés par leurs habitants à cause de cette insécurité.

Le nombre de réfugiés internes consécutifs au phénomène de prise d'otages est estimé à plus de quatre mille (4 000).

Les vols de bétails perpétrés par les bandits organisés ont pris également une croissance exponentielle. Pas un jour sans qu'on ne déplore le vol de bétail. A titre illustratif, un réseau qui avait à son actif plus de trois mille têtes de bêtes volées a été démantelé à Meïganga.

Les phénomènes de prise d'otage et de vols de bétail affectent durablement l'économie de la région basée essentiellement sur l'élevage de bovins et sur l'agriculture, accentuant ainsi la pauvreté et le chômage.

Les populations de l'Adamaoua sont meurtries et frustrées par l'inaction des autorités qui pourtant ont vocation à protéger les personnes et

leurs biens.

La Justice, chargée de réprimer les vols de bétail, semble complaisante, voire complice des auteurs qui sont notoirement connus et bénéficient de la protection de ceux qui sont chargés de réprimer ces actes. Les voleurs de bétail sont très souvent remis en liberté à l'instar des membres du réseau démantelé à Meïganga dans le Mbéré.

La corruption de la justice procure l'impunité aux bandits qui continuent leurs activités criminelles en toute sérénité ; Les forces de sécurité et de défense sont quasi absentes sur le terrain. En dehors de leurs effectifs insuffisants, les éléments de l'armée ne disposent pas de matériels roulants facilitant leurs déplacements dans cette vaste région.

Comment peut-on imaginer que dans les localités de Martap, Nganha, Belel, Mbé, Dir, Ngaoui, Minim, Doualayel, Garbaya etc... épices de la grande criminalité rurale, les maigres effectifs en détachement ne disposent pas de véhicules d'intervention alors que dans les grands centres urbains, des hauts gradés de l'armée et de la police se baladent dans des 4x4 rutilants hors de prix, sans que ces véhicules ne servent à la sécurité de leurs concitoyens.

Monsieur le Président de la République, l'insécurité dans l'Adamaoua, perpétrée par les preneurs d'otage est susceptible de déstabiliser tout le pays. Les bandes armées qui sillonnent les zones rurales sont aussi pernicieuses que les éléments de Boko Haram. Elles font des prises d'otage, des vols de bétails et des assassinats leur marque de fabrique.

Lors de votre discours à l'Assemblée Nationale prononcé le 06 Novembre 2018 après votre prestation de serment, le problème d'insécurité dans l'Adamaoua n'a pas été évoqué. Pourtant sa gravité est réelle. Tout laisse croire que les autorités locales n'ont pas cru devoir porter cette situation à votre haute connaissance.

Si aucune mesure concrète n'est prise, il y a risque de voir des jeunes chômeurs de plus en plus nombreux s'enrôler dans ces bandes armées, phénomène susceptible de faire le lit du terrorisme.

Outre ce problème d'insécurité, la région de l'Adamaoua souffre de l'insuffisance d'infrastructures de base propices au bien-être des populations. L'érection du Département de l'Adamaoua en province ne s'est pas accompagnée d'infrastructures adéquates de transport, de santé et, d'éducation. Les réseaux de distribution d'eau et d'électricité sont quasi inexistant.

L'Adamaoua est aujourd'hui parmi les dix régions du Cameroun, la dernière en matière de développement malgré ses énormes potentialités économiques.

Peuplée de plus d'un million d'habitants (recensement de 2005), la région

compte de nos jours plus d'un million huit cent mille (1.800.000) habitants selon les estimations les plus prudentes.

Cette population se caractérise par :

- 53% âgés de moins de 20 ans ;
- 55% vivant en dessous du seuil de pauvreté ;
- 77% n'ayant pas accès à l'eau potable ;
- 75% n'ayant pas accès à l'électricité.

Le secteur de la santé publique est marqué par l'insuffisance d'infrastructures d'accueil et la rupture d'approvisionnement en médicaments essentiels dans les centres de santé. La région compte seulement 40 médecins sur environ 1600 exerçant au Cameroun soit un médecin pour 50 000 habitants contre un médecin sur 3 000 habitants recommandé par l'OMS.

A cette insuffisance quantitative, s'ajoute l'absence de médecins spécialistes (Cardiologue, Rhumatologue, Gynécologue, Pédiatre, Urologue...) de sorte que seuls les malades nantis peuvent s'offrir « l'évacuation sanitaire » dans les grands centres urbains (Yaoundé ou Douala).

S'agissant des infrastructures routières, sur environ 5000 km de route, seuls 350 km sont bitumés et ce grâce à la nationale n°1 qui traverse la région pour desservir le Tchad en passant par Garoua ou par Touboro.

L'axe Garoua-Ngaoundéré, long de 275 km, route mythique du Grand Nord inaugurée en 1974, est aujourd'hui dégradée au point où il faut

plus de 8 heures pour parcourir cette distance. Cette malheureuse situation laisse toutes les élites de la Région Septentrionale indifférentes.

En dehors de l'axe Ngaoundéré-Meïganga, aucune route bitumée ne relie la Capitale Régionale aux autres chefs-lieux de départements (Banyo, Tignère, Tibati).

En ce qui concerne l'éducation, l'Adamaoua est classée parmi les régions les moins scolarisées du pays. Ce secteur est caractérisé par l'insuffisance des établissements scolaires. Dans les zones rurales, de nombreuses écoles primaires sont logées dans des cabanes ou des huttes. La plupart des écoles (80%) ne disposent ni de points d'eau, ni de latrines ; ce qui expose les élèves aux maladies.

Malgré l'existence d'un Centre Universitaire à Ngaoundéré depuis plus de 25 ans, l'accès, surtout au cycle supérieur est fermé aux enfants de l'Adamaoua du fait d'une sélection arbitraire et tribale. Les concours d'entrées dans les grandes écoles sont devenus un haut lieu des magouilles, des dessous de table et des trafics d'influences aux profits des plus nantis ou des élites politico administratives. Les enfants des familles pauvres sont exclus de fait de la gestion des affaires du pays.

L'Adamaoua est pratiquement la seule région qui ne dispose ni d'industrie ni d'entreprise publique pourvoyeuse d'emplois. Les sociétés de développement génératrices d'emplois

et de revenu sont inexistantes, la SODEBLE et de la Société de Tannerie et de Peausserie du Cameroun étant fermées depuis belle lurette.

Ce sous-développement est certainement la conséquence de l'absence des ressortissants de la région dans la gestion des affaires du pays.

Dans le précédent mémorandum publié le 15 août 2016, votre haute attention a été attirée par la marginalisation des ressortissants de l'Adamaoua.

Chiffres à l'appui, et ce dans tous les grands corps de l'Etat, l'Adamaoua brille par sa sous-représentation :

- 03 membres du Gouvernement sur un effectif de 60 ;
- Aucun ressortissant responsable à la Présidence de la République ;
- 02 Secrétaires Généraux de Ministère sur 37 ;
- 01 Directeur Général sur 97 entreprises et établissements publics ;
- 01 Général des armées sur 37 ;
- 04 Commissaires divisionnaires sur 100 ;
- 0,5% de ressortissants admis aux grandes écoles (Enam, FMSBM, Emia, Polytechnique etc) ;
- 0,3% dans la fonction publique et les entreprises publiques ;
- 02 Directeurs de l'Administration Centrale sur 700 ;
- Aucun Inspecteur Général.

De tout ce qui précède, il est indéniable que la région de l'Adamaoua est victime d'ostracisme assimilable à une discrimination punitive ou à un mépris.

Les élites politiques de l'Adamaoua dont le rôle est de défendre le développement de la région et le bien-être des populations ont failli.

Il est loisible de constater que cette élite vieillissante, égoïste et couarde est incapable de résoudre le moindre problème de la région constituée à 70% de jeunes de moins de 35 ans.

Faute de trouver des solutions durables et justes aux problèmes de sécurité, de sous-développement et de marginalisation de ses ressortissants, ces jeunes représentent une véritable bombe à retardement.

Le taux officiel d'abstention de 47% constatés lors de la dernière élection présidentielle et le suffrage accordé au jeune candidat Cabral LIBII ne sont pas anecdotiques, mais plutôt témoignent de la lassitude et de la défiance vis-à-vis de cette élite qui ne se manifeste que lors des échéances électorales.

Veillez agréer Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération. ■

Ngaoundéré, le 07 Novembre 2018

Pour le Cercle de Réflexion des Elites de l'Adamaoua

Le Coordonnateur

ABBO HAMADJOLDE

CC : Premier ministre



DRC CAMEROUN B.P 58 MEIGANGA
TEL: (237) 222 371 505 / 6 69 49 53 53 - Adresse email:
hob-cameroun@drc.ngo
Meiganga Quartier HAOUSSA – Djohong derrière le LAMIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT

Le DRC (Conseil Danois Pour les Réfugiés) est une ONG Internationale avec pour mandat la protection des réfugiés et personnes déplacées internes à travers le monde entier. Le DRC est présent au Cameroun depuis Octobre 2017. Le bureau DRC au Cameroun est dans la Région de l'Adamaoua, département du Mbéré avec une sous base à Djohong où il conduit ses activités au profit des réfugiés Centrafricains. Dans le suivi de la mise en œuvre de ses activités et aux fins d'évaluer la gestion des financements reçus le DRC souhaite par ce présent avis s'attacher les services d'un cabinet pour l'audit de ses comptes clos au 31 Décembre 2018.

Nous sollicitation un audit circonstancié couvrant la période allant d'Octobre 2017 à Décembre 2018

I- Objectif de la mission

Procéder à l'audit des comptes et des états financiers de DRC clos au 31 Décembre 2018.

A- OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- 1- Vérifier les cash book et les rapports financiers transmis aux bailleurs,
- 2- Vérifier les financements reçus et confirmer les soldes,
- 3- S'assurer du respect des procédures bailleurs et du manuel de procédures internes,
- 4- S'assurer la traçabilité des flux des transactions et des équipements acquis sur les financements des bailleurs,
- 5- Evaluer les risques et manquements au manuel de procédures,
- 6- Se prononcer sur les états financiers spécifiques des projets SDC et ECHO.

B- AUDIT DES COMPTES

1. Prendre connaissance des textes régissant le DRC, notamment les Statuts, les Conventions signées avec le Gouvernement et le manuel de procédures.
2. Prendre connaissance des états financiers élaborés par le DRC pour l'exercice concerné.
3. Examiner les pièces comptables,
4. Analyser les comptes arrêtés en fin d'exercice,
5. Analyser les dossiers d'achats,

6. Déployer toutes les diligences nécessaires,

7. Exprimer une opinion sur les états financiers élaborés par le DRC, le contrôle de la justification des montants et des informations qu'ils contiennent et donner une appréciation sur les principes comptables utilisés.

C- ATTENTES

En complément du contrôle des comptes, l'auditeur procédera à l'examen du respect des procédures administratives, financières et comptables.

A la suite de l'audit des comptes et de l'examen des procédures internes, l'auditeur relèvera les faiblesses et les défaillances constatées et fera des recommandations et suggestions pour améliorer la gestion financière et administrative du DRC.

II- PROFIL EXIGE :

- Etre un Cabinet d'Expertise Comptable, d'Audit agréé et inscrit au tableau de l'ordre au Cameroun ayant une expérience dans le domaine des ONG.
- Disposer d'un nombre suffisant de personnes qualifiées pour exécuter la mission dans le délai prévu. Le personnel clé doit comprendre au minimum :
 - Un Chef de mission Expert-Comptable diplômé inscrit au Tableau d'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés du Cameroun. Il doit avoir (05) ans d'expérience dans le domaine des audits des ONG.

III- MODALITES ET DUREE D'EXECUTION

La mission se déroule dans les locaux du DRC à Meiganga avec des déplacements à Djohong.

La mission terrain ne devrait pas excéder une période d'une semaine.

A l'issue de la mission, un premier rapport provisoire, sera présenté au DRC pour discussions et amendements.

Par ailleurs, le Cabinet devra présenter les conclusions de son rapport au DRC. Il prendra en compte les observations pertinentes de celles-ci pour produire le rapport définitif qui sera présenté en français et anglais.

IV- DUREE DE LA MISSION :

1. Travail sur le terrain :

- Démarrage : une semaine à compter de la date de notification de l'ordre de service.

- Exécution : une semaine à compter du démarrage de la mission

Cette phase est sanctionnée par un premier rapport provisoire.

DRC et le cabinet s'accorderont sur le calendrier d'exécution de la mission

2. Rédaction et dépôt du deuxième rapport provisoire : une semaine à compter de la date de présentation des observations du DRC sur le premier rapport provisoire.

3. Le rapport définitif est déposé après la prise en compte des observations du DRC.

V- REMUNERATION

Les honoraires et autres frais convenus seront réglés de la manière suivante :

1. 50 % dès la notification de l'ordre de service et sur présentation d'une demande d'avance

2. 50 % après le dépôt du rapport définitif et sur présentation d'une demande de paiement.

Le budget prévisionnel de la prestation est de 4000 euros.

VI- DEPOT DES OFFRES

La soumission comprendra :

- Une offre technique en une brève description du travail à exécuter et une présentation des curriculums vitae des membres de l'équipe d'intervention, de la méthodologie qui sera suivie, ainsi que du chronogramme d'exécution.

- Une offre financière regroupant l'ensemble des coûts relatifs à la prestation.

NB : Les offres financières et techniques doivent être séparées chacune dans son enveloppe ; le tout dans une grande enveloppe portant la mention :

"APPEL D'OFFRES POUR RECRUTEMENT DE CABINET D'AUDIT" Adresse à porter sur l'enveloppe :

CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES
 SIS AU QUARTIER HAOUSSA APRES CREDIT DU SAHEL

BP : 58 MEIGANGA-NGAOUNDERE (CAMEROUN)

Tél : (+237) 222371505

Email : adminfinhrm-cmr@drc-wa.org

NORD. Le chef de délégation de cette intuition a effectué une visite dans la région du Nord du 7 au 9 novembre dernier.

L'Union européenne s'intéresse à la filière coton

Par Innocent-Blaise Youda

Le chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun, Hans-Peter Schadek, a séjourné dans la région du Nord du 7 au 9 novembre dernier en compagnie d'une importante délégation. Au cours de sa visite, le diplomate européen a montré une attention particulière pour la filière coton. C'est ainsi, que ce 08 novembre 2018, en plus de la visite de courtoisie aux autorités administratives, il a tenu à s'enquérir de la situation actuelle de la Société de développement du Coton (Sodecoton) et de l'état de production et d'évolution de cette plante sur le terrain. Avec plus de 200 000 producteurs, la filière Coton fait vivre directement plus de deux millions de Camerounais. La production de coton est estimée à 300 000 tonnes par an et elle représente 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) national, 5 % du PIB agricole, 15 % du PIB du septentrion. «L'importance de cette filière n'est plus à démontrer. Nous sommes venus ici pour voir les réalisations, apprécier les défis, encourager les acteurs de la filière Coton et souligner l'intérêt que l'Union européenne accorde à la culture du coton au Cameroun» a expliqué le chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun, Hans-Peter Schadek. Si le diplomate n'a pas fait aucune



L'ambassadeur Hans-Peter Schadek à la Sodecoton.

révélation concernant les motivations de l'intérêt que son institution accorde à la filière coton, certaines indiscretions nous ont cependant laissé entendre, que la visite des installations de la Sodecoton et les rencontres entre les dirigeants de l'entreprise et la délégation de l'Union européenne serait le prélude à la formulation d'un futur projet d'appui à la filière coton, avec pour objectif de créer davantage d'emplois notamment dans les régions septentrionales. La visite de Hans-Peter Schadek avait, entre autres objectifs, de rassembler divers experts et de discuter des aspects techniques.

En plus de la question du

coton, un des principaux points d'ancrage de la visite de Hans-Peter Schadek dans la région du Nord, la question de la situation du développement de la région a été évoqué au cours de cette visite. Le diplomate européen et le gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edi'i ont ainsi évoqué au cours de leur rencontre, les différents projets et initiatives de l'Union européenne dans la région visant à améliorer les conditions de vie des populations. Il s'agit notamment de la stratégie de Relèvement et de consolidation de la Paix, une initiative conjointe portée par le gouvernement camerounais, avec les appuis de l'ONU,

de la Banque mondiale et de l'Union européenne. «Cette initiative met l'accent sur la nécessité d'avoir un cadre participatif de concertation susceptible de trouver des solutions pérennes aux problèmes de déplacements forcés, à la mise en œuvre du processus de décentralisation, aux investissements publics et à l'intégration économique.» Souligne le diplomate européen.

La visite de Hans-Peter Schadek s'est achevée le 9 novembre par une séance de travail à l'École de Faune de Garoua. La rencontre entre la délégation de l'Union européenne et les responsables de cet établissement a porté sur

l'évaluation du projet de mise en œuvre du Programme d'appui à la préservation de la biodiversité et aux écosystèmes fragiles en Afrique centrale (Ecofac 6) au Parc national du Faro financé par l'Union européenne. Le projet démarré en 2017, va s'achever en 2022 et comporte trois composantes, à savoir, l'intégration du territoire qui consiste à mettre en place une plateforme des différents acteurs intervenants au sein du parc national du Faro, la gestion des aires protégées et l'inclusion des riverains. Ce dernier aspect permet notamment de prévenir les conflits entre les hommes et la faune et parer aux effets néfastes du changement climatique. À ce jour, le programme a permis de dresser un inventaire de la faune existant au sein du parc national du Faro et les résultats sont attendus dans les prochaines semaines. L'Union européenne est un partenaire de longue date de la région du Nord-Cameroun. La route Garoua-Figuil, qui est hautement stratégique pour les échanges commerciaux dans cette partie du pays, a été construite grâce à un appui financier du 9e Fonds européen de développement (FED). Plusieurs actions de développement, en cours de réalisation dans cette région, sont soutenues par l'Union européenne, avec une enveloppe globalement estimée à 26 milliards de FCFA. ■

Hans-Peter Schadek, chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun.

«Je suis venu pour comprendre le rôle de la filière coton le Nord»

Propos recueillis par I-B.Y

Qu'est-ce que la Sodecoton et les cultivateurs de coton peuvent attendre de l'Union européenne au terme de votre visite dans les installations de cette société ?

Au stade actuel c'est un peu tôt d'être plus concret que cela. Il faut savoir que nous sommes déjà actifs en appui au secteur du développement rural, à travers un appui budgétaire qui vise, entre autres, à inciter des réformes dans les politiques sectorielles telles que le secteur semencier et celui des engrais. Tout cela contribue déjà à promouvoir le secteur agricole. Pour ce qui est spécifiquement du coton, nous sommes en train de regarder de plus près. C'est d'abord une visite d'information pour comprendre le rôle de la filière coton et la Sodecoton dans la région du Nord. Évidemment que c'est une filière très importante parce qu'il y a plus de 200 000 exploitations agricoles, c'est-à-dire plus de deux millions d'habi-

tants qui dépendent d'une façon ou d'une autre de la filière coton. C'est un pourvoyeur d'emplois extrêmement important et d'après ce que j'ai compris après les échanges et ma visite, il existe la possibilité d'augmenter la production et la productivité. Nous sommes venus pour comprendre tout cela. Pour être plus concret, il y a des collègues qui sont des techniciens et des experts qui regardent quelles sont les possibilités éventuelles d'identifier une action ou un projet en appui de la filière coton. À ce stade c'est un peu tôt d'en faire des déclarations trop précises.

Vous avez également accordé une attention particulière à l'École de Faune de Garoua, quel est l'apport de l'Union européenne dans le développement de cet établissement spécialisé ?

Il faut d'abord dire que l'Union européenne est de longue date engagée dans la protection et la gestion des écosystèmes en Afrique centrale. L'action phare c'est le projet



Ecofac qui intervient dans plusieurs aires protégées dans la sous-région. Dans les échanges que nous avons eus avec les responsables de l'École de Faune de Garoua, il y a eu la présentation du projet Ecofac dans sa composante sur le Parc natio-

nal du Faro qui fait partie de cette approche et c'est un financement acquis de 4 millions d'euro qui est mis à la disposition des acteurs de la gestion de ces parcs pour justement aider à renforcer les capacités de ceux qui travail-

lent à protéger ces écosystèmes. Il sert également à la formation des éléments et à l'acquisition des infrastructures pour permettre de mieux gérer et mieux préserver ce précieux écosystème qui fait partie d'ailleurs d'une série de parcs dans la sous-région qui sont interconnectés entre par la transhumance des animaux. Donc c'est un projet extrêmement intéressant.

Nous avons également échangé sur l'appui que l'Union européenne apporte aux écoles de faune de la sous-région, il y a une école à vocation régionale à Kinshasa en République démocratique du Congo et l'École de Faune de Garoua et nous sommes heureux d'être en position de financer des bourses qui vont permettre à des étudiants de suivre des formations dans cette école tout en rehaussant le niveau de la formation. On va ainsi aller vers un cycle de bac plus quatre au lieu de bac plus deux comme c'est le cas aujourd'hui. C'est une amélioration qualitative et quantitative de la formation. ■

ROUTE MORA-DABANGA-KOUSSERI. C'était le 12 novembre dernier.

La Banque mondiale effectue la première mission d'inspection



La mission sur le terrain.

Par Jean Areguema

Neuf mois après le lancement officiel, la Banque Mondiale a effectué la première mission d'inspection des travaux de réhabilitation de la route Mora-Dabanga-Kousseri. Le 12 novembre 2018, la mission conduite par Pierre Bonneau, chef du projet, s'est rendue à Mora et Waza pour visiter les installations du Génie militaire, organe en charge de l'exécution des travaux. Dans la suite de la mission de la Banque mondiale, il y avait également le directeur du projet, Jules Jean Domo Djohou, inspecteur des services au ministère des Travaux publics, le directeur du génie militaire, le colonel Jackson Kamgain, la mission de contrôle, Studi International, CIMA international et l'ONG RIDEV. Celle-ci est chargée du mécanisme de prévention et de gestion des plaintes et la communication sociale auprès des populations riveraines.

À la première étape, la mission de la Banque Mondiale a apprécié les matériels, le personnel et autres équipements déjà opérationnels à la base vie du Génie militaire. Le directeur de cette unité de l'armée, bras séculier de l'État dans la réalisation des projets, a expliqué aux missionnaires de la Banque mondiale que la construction de la base vie est quasiment terminée. Le

Colonel Jackson Kamgain a indiqué que seuls quelques petits travaux restent à achever au niveau de certains bâtiments. Ils concernent notamment l'électricité et la plomberie. À la base vie du Génie militaire à Mora, plus de 150 hommes sont mobilisés. Ils sont déployés dans plusieurs travaux. Après le démarrage effectif de ses travaux par la réalisation de la planche d'essai au niveau de PK0 à Mora, le Génie militaire a déployé ses hommes et des engins sur certains tronçons. Ils sont en activités sur certains axes routiers situés entre Mora et Waza. Au cours du voyage, la mission de la Banque mondiale a observé et apprécié la présence de l'organe d'exécution des travaux dans plusieurs endroits.

Contrairement à Mora, les travaux de construction de la base vie du Génie militaire à Waza sont très avancés. Sur le site, des ouvriers sont à l'œuvre. Ici, c'est un travail de fourmi qui se fait. Les bâtiments sont opérationnels et d'autres en cours de construction. Le château d'eau pour alimenter la base vie et les populations environnantes est construit et sera opérationnel dans quelques jours, rassure le colonel Jackson Kamgain. En ce qui concerne la base technique, la centrale de concassage des granulats est déjà exploitable et une seconde centrale sera installée

dans les prochains jours.

À la Banque Mondiale, l'exécution du projet de réhabilitation de la route Mora-Dabanga-Kousseri, longue de 205 km, est suivie au plus haut niveau. L'institution de Bretton Woods a mis sur pied au niveau de son bureau au Cameroun et à son siège à Washington aux États-

Unis, des équipes chargées de contrôler l'évolution des travaux. Lesquels figurent parmi les projets prioritaires financés par la Banque Mondiale au Cameroun. La particularité du projet de réhabilitation de la route nationale N° 1 réside dans le fait que c'est la première fois que la Banque mondiale finance un projet exécuté

par l'armée. Consciente de la complexité de l'exécution d'un tel projet dans une zone où les populations sont affectées par les affres de la guerre, la Banque Mondiale a mis en place plusieurs mécanismes pour atténuer les risques sociaux autour du projet. L'implication de l'ONG RIDEV s'inscrit dans ce cadre. ■

RÉACTIONS

Jules Jean Domo Djohou, directeur du projet.
«Le chantier est suffisamment lancé»

Le projet consiste en la réhabilitation de la route Mora-Dabanga-Kousseri longue d'environ 205km dans un délai d'environ 28 mois cofinancés par la banque mondiale et le gouvernement du Cameroun. Cette mission a pour but d'évaluer le niveau de mobilisation sur le plan matériel, logistique et du personnel du génie militaire dans la perspective de la poursuite des travaux de mécanisation de chaussée dont le lancement a été fait à travers la planche d'essai récemment. Les différentes parties prenantes de cette mission, en plus de la banque mondiale qui vient du siège à Washington, les différents



acteurs que sont Studi internationale et CIMA international, le génie militaire, RIDEV, TPM et l'OIT. Comme vous l'avez si bien remarqué, la base chantier

de Waza qui faisait partie du premier programme de travail est en cours de réalisation à un niveau suffisamment avancé. Vous avez-vous-mêmes constaté que les bâtiments sont sortis des terres et la plupart sont en train d'être équipés. Ils logent même déjà des personnes. Pour nous, au regard de cette mobilisation, le chantier est suffisamment lancé et il va se poursuivre tout au long de cette saison sèche avec la réalisation des travaux de chaussée qui vont consister au terrassement, aux couches de chaussée et aux travaux de terrassement par la pose des buses. ■

Colonel Jackson Kamgain, directeur du génie militaire.
«Tout est fin prêt pour lancer la prochaine étape des travaux»

C'est la première fois que la banque mondiale finance une armée pour faire les travaux. Il s'agit d'un travail pilote qui sera dupliqué ailleurs. Au jour d'aujourd'hui, la première phase des travaux a consisté à l'installation du chantier et à la mobilisation des équipements. Nous sommes suffisamment avancés sur ce programme. Nous avons environ 200 personnes déjà mobilisées et bien évidemment les équipements aussi. La centrale de concassage qui est un point assez critique

pour la réussite du projet est déjà opérationnelle. Nous avons une deuxième centrale qui est en route et arrivera ici dans quelques jours. À ce niveau, tout est fin prêt pour lancer la prochaine étape qui consiste à la réalisation des travaux proprement dits sur le terrain. Le 27 octobre dernier, nous avons fait un lancement des travaux par la réalisation d'une planche d'essai qui a été réussi complètement. Là nous allons commencer les travaux proprement dits sur le terrain. ■



L'EXCELLENCE EN SCIENCES DE 5E. La décision a été prise par le ministre des Enseignements secondaires.

Le module querellé sera supprimé

Par Nadine Ndjomo

Elle était attendue. La décision de retirer du marché, l'Excellence en Science classe de 5e. C'est donc finalement le 12 novembre dernier que l'information a été communiquée à la communauté éducative, par les soins du Conseil national d'agrément des manuels scolaires et des matériels didactiques (Cnamsd). Ce communiqué, signé par Jean-Paul Kommon, le président du Cnamsd, fait «suite à une instruction de madame la ministre des Enseignements secondaires datée du 17 septembre 2018». En plus de retirer «l'Excellence en Science classe de 5e», Nalova

Lyonga a demandé à NMI éducation, l'éditeur du manuel à problèmes, de procéder à une nouvelle édition excluant le module IV qui parle de l'éducation à la santé, avec pour point d'orgue la santé de la reproduction.

Dans ce livre, le module querellé parle des différentes pratiques sexuelles entre humains, entre hommes et femmes, entre humains et animaux. Et les illustrations qui accompagnent ces textes sont si crues, que les parents et certains enseignants ont jugé le livre «pornographique». En chœur, les membres de la communauté éducative ont demandé que le livre soit retiré du marché. Le Cnamsd a été pointé

du doigt comme étant l'auteur de cette «infamie», dont l'objectif visait à pervertir la jeunesse camerounaise. Sur la toile, une pétition de 3000 signatures a d'ailleurs été lancée pour demander le retrait du livre. En quelques jours, la polémique a vite enflé. Et le Cnamsd, par la voix du Pr Marcelin Vounda Etoa, son secrétaire permanent a dû se justifier sur le choix de ce livre et des autres aussi.

La critériologie rendu public le 29 mars 2018, par Philémon Yang, Premier ministre selon laquelle les manuels scolaires seraient dorénavant évalués à été respectés. Elle est constituée de trois axes dont le contenu, les



Il n'est jamais tard...

aspects physiques et le prix. Le contenu est noté 50 points. Et il porte sur les aspects scientifiques, pédagogiques et socioculturels et éthiques des manuels, la qualité

de la langue. Après le contenu, c'est l'aspect physique qui est examiné. Et son rapport à la qualité et au prix vaut 25 points. C'est le troisième critère. ■

MOKOLO. Ils se baignaient dans un barrage de retenue d'eau profond.

Deux séminaristes nigériens portés disparus



Les deux séminaristes.

Par David Wenai

Jean Bruno Nwachuuku et Stanley Oguemé, deux séminaristes en séjour pastoral chez les Oblats de Marie Immaculée d'

Ouro-Tada à Mokolo, ont disparu le 11 novembre 2018 aux environs de 16h30 alors qu'ils se baignaient dans le barrage de retenue d'eau d'Ouro-Tada, construite au début des années

1970 et situé à quelques kilomètres Mokolo. Les sapeurs-pompiers, arrivés sur les lieux le lendemain, en provenance de Maroua, n'ont jusqu'ici pas retrouvé les deux jeunes

hommes.

Les deux séminaristes disparus, de nationalité nigérienne, faisaient partie d'un groupe de 12 jeunes pronovices arrivés le 13 septembre 2018 à la paroisse de Tada. Et qui devaient, comme le reste du groupe, y séjourner jusqu'au mois de juillet 2019 pour parfaire leurs connaissances pastorales. Après Tada, ils étaient attendus à Ngaoundéré, dans la région de l'Adamaoua. Au total, leur séjour au Cameroun devait durer deux ans.

Selon des informations obtenues auprès de diverses sources, Jean Bruno Nwachuuku et Stanley Oguemé, sont originaires de l'Etat de Imo situé au sud du Nigeria.

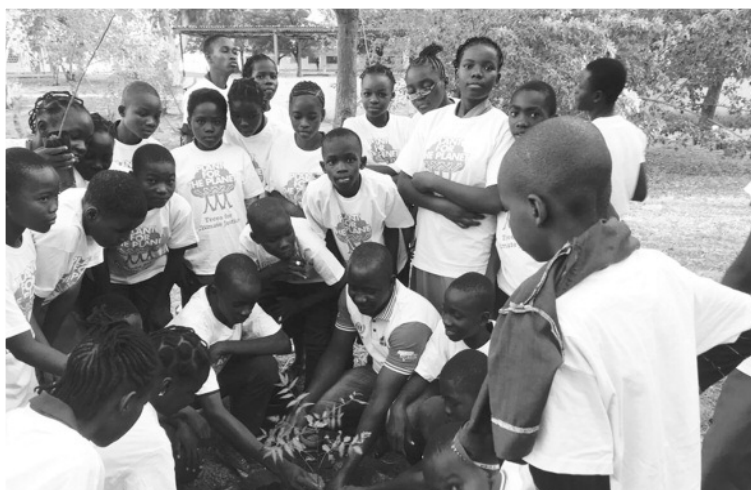
Si les résultats de l'enquête diligentée ne sont pas encore disponibles, des témoignages recueillis auprès des religieux apportent un peu de lumière sur les circonstances de la disparition des deux Nigériens. «Le jour du drame, l'après-midi avait été consacré à la détente. Certains ont choisi de se rendre au barrage situé à moins de

trois kilomètres de leur lieu d'accueil, sans doute pour découvrir les lieux. Sur place, ils ont réalisé entre autres, des prises de vue. Par la suite, Jean Bruno Nwachuuku et Stanley Oguemé ont décidé de se baigner ou nager. Et le pire est arrivé. Là où ils ont choisi de baigner, la profondeur oscille entre 1,5 et 2m, mais ce barrage connaît à certains endroits des pics de 11 m de profondeur», témoigne un prêtre.

Au moment où nous allons sous presse, les deux séminaristes nigériens étaient toujours introuvables. «Il faut recourir aux vieux du village pour accomplir certains rites traditionnels et obtenir leur libération. Depuis la construction de ce barrage de retenue d'eau, de nombreuses personnes sont mortes ici de suite de noyade. Mais une personne est toutefois déjà sortie d'ici vivante après une semaine passée dans l'eau», témoigne Déli Ousmanou, un habitant de Tada. En attendant de retrouver les disparus, l'heure est à la prière à la paroisse de Tada. ■

MAROUA. La première vague de l'initiative «Plant for the planet» est opérationnelle.

Des lycéens à l'école du reboisement



Formation des élèves aux techniques de reboisement.

Par Vladimir Martin

Ils étaient au total 35 élèves, 35 enfants tous âgés de moins de 14 ans à bénéficier d'une formation en technique de plantation des arbres. Réunis autour du programme Plant for the planet, une initiative allemande qui vise à faire planter au moins un million d'arbres par an et par pays. Motivés et surtout curieux, ces filles et garçons du lycée de Maroua Domayo dans la région de l'Extrême-Nord ont constitué la toute première vague d'ambassadeurs d'une planète verte dans la région de l'Extrême-Nord. Kodji Ezéchiél, l'un des environnementalistes formateurs du jour s'est dit satisfait de l'intérêt que portent les jeunes élèves à l'environnement. «C'est une bonne chose qu'ils se montrent motivés si

jeune, c'est en les emportant si jeune qu'on peut faire d'eux des défenseurs et des protecteurs de la nature» reconnaît-il.

Sur le fait, l'environnementaliste a édifié les élèves volontaires sur les questions environnementales liées à la zone sahélienne. La question des changements climatiques et ses conséquences immédiates sur le quotidien des populations qui, de plus en plus les ressentent est passée comme une lettre à la poste, du fait que les élèves ont avoué vivre ces situations au quotidien. Les échantres autour des questions liées aux techniques de prévention et de lutte contre les feux de brousses, la déforestation, la désertification ont également constitué un enseignement essentiel pour les apprenants qui ont fait de la pratique à l'occasion. 35 arbres qui por-

tent leurs noms, ainsi en ont décidé ces tout petits pour assurer le suivi par eux-mêmes ont été mis en terre. Une activité qui a apporté une satisfaction unique aux enfants comme l'exprime l'un d'eux. «Pour moi, le fait qu'un arbre porte mon nom

est une motivation particulière parce que mes camarades du lycée vont voir comment je m'occupe bien de mon arbre, ils seront jaloux et ils vont aussi faire pour eux» a confié Ousmanou, élève en classe de 6e au lycée de Domayo. Une vision

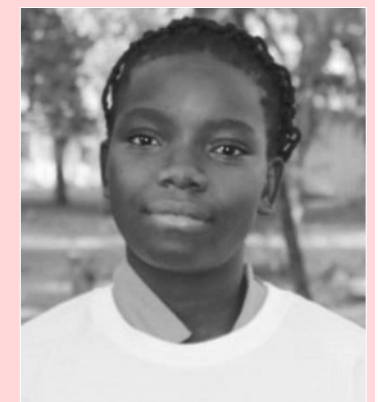
qui devra se répandre assez vite pour le bien de tous. Pour rappel, cette initiative existe depuis 2009 en Afrique. Le Cameroun l'a seulement adopté en 2016. C'est le 3e pays d'Afrique francophone à le faire avec le Mali et le Burkina Faso. ■

RÉACTIONS

Elisa Adama, élève en classe de 4e espagnol, Lycée de Maroua Domayo.
«On ne plante pas un arbre au hasard»

J'ai retenu de cette formation que pour planter un arbre il faut d'abord choisir le type d'arbre à planter, choisir un terrain approprié. Il faut également avoir les matériaux nécessaires pour planter un arbre. On ne plante pas un arbre au hasard. J'ai surtout appris que les arbres sont très importants dans notre environ-

nement parce qu'ils sont utiles pour la vie, nous vivons avec la participation des arbres. Je vais sensibiliser mes amis sur le fait de pratiquer le reboisement parce les arbres sont très importants pour nous. Les branches mortes peuvent aider à la cuisine, ça fait de l'ombre et ça peut être une ressource économique. ■



Yves-France Ibrahim Boubou, élève en classe de 5e, Lycée de Maroua Domayo.
«Nous devons lutter contre l'avancée du désert»

J'ai appris les techniques pour planter un arbre. J'ai surtout appris les bienfaits du reboisement. Avant moi je plantais un arbre juste pour planter ou comme une punition, mais maintenant ça sera différent parce que je ne verrai plus jamais un arbre de la même manière. On nous a appris

beaucoup de choisir que je n'oublierai jamais, des détails et des précisions qui ont attiré mon attention. Je partagerai cet apprentissage avec mes camarades et amis, je crois que c'est très important pour l'Extrême-Nord parce que la chaleur et le désert avancent. ■



PROGRAMME ÉCONOMIQUE. La mission conduite au Cameroun par Corinne Delechat s'est achevée le 12 novembre dernier.

Satisfécit du FMI au terme de la 3ème revue



Corinne Delechat. Suis satisfaite

Par Brice R. Mbodiam

Entamée le 5 novembre 2018, la 3ème revue du programme économique triennal appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), conclut en juin 2017 entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI), s'est achevée le 12 novembre 2018, sur une note de satisfaction de l'équipe conduite par Corinne Delechat. Ce nouveau succès enregistré au terme de l'évaluation des mesures prises par le gouvernement, à travers notamment le ministère des Finances, afin d'assainir les finances publiques ou encore réduire les déficits budgétaires, ouvrira au Trésor public les portes de nouveaux financements, au titre d'appuis budgétaires.

«Cela permettra un décaissement de 46 milliards de francs Cfa au terme de cette troisième revue. Cela fera un montant

cumulé des appuis de 85 milliards de francs Cfa pour l'année 2018, et 245 milliards de francs Cfa depuis le début du programme économique en juin 2017.», a déclaré Corinne Delechat, chef de la délégation du FMI, au sortir de la séance de restitution des conclusions de cette revue au ministère des Finances. A ce pactole, il faut ajouter environ 300 milliards de francs Cfa à mettre à disposition par les bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou encore l'Agence française de développement (AFD).

Pour rappel, dans une communication organisée en juillet 2017, au lendemain de la conclusion de l'accord avec le FMI, le gouvernement avait précisé qu'en plus des appuis budgétaires ponctuels de plus de 390 milliards de francs Cfa attendus de cette institution de Bretton Woods, la conclusion



Louis Paul Motaze. Ministre des Finances.

heureuse du plan triennal avec le FMI procurera au Cameroun une enveloppe globale de financements additionnels estimée à 887 milliards de francs Cfa.

Conclu le 26 juin 2017, pour la période 2017-2019, le programme Cameroun-FMI appuyé par la Facilité élargie de crédit vise, selon cette institution financière internationale, «à rétablir la viabilité budgétaire et extérieure du pays et à promouvoir une croissance génératrice d'emplois tirée par le secteur privé». Pour parvenir à cette fin, depuis le déclenchement du programme, le gouvernement implémente des mesures de réduction des dépenses publiques et de renforcement de la collecte des recettes fiscal-douanières, face à la conjoncture internationale plutôt morose autour des prix des matières premières.

Cette stratégie a pour conséquence la réduction progressive

du déficit public, corollaire d'un retour vers la viabilité budgétaire recherchée dans le cadre du programme avec le FMI. Pour preuve, selon les prévisions contenues dans le bulletin statistique de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le déficit public au Cameroun culminera finalement à -1,2% du PIB en 2018, contre des projections initiales de -2,1% du PIB en début d'année, et une contre-performance de - 4,6 % du PIB en 2017 ; toute chose qui révèle un gain de plus de 3 points sur une période d'un an. Dans le même temps, a souligné le gouverneur de la BEAC au cours du dernier comité de politique monétaire de cette institution, les réserves de change des pays de la Cemac ont repris la courbe ascendante (après une période de forte érosion ayant fait craindre une dévaluation du FCFA), en partie grâce au dynamisme de l'économie camerounaise. ■

DOUALA. Le lycée de Koumassi a son centre multimédia



Par Alkali

Le 8 novembre dernier, au lycée technique de Douala Koumassi a eu lieu l'inauguration du centre multimédia offert par la Fondation MTN, dans le cadre de son programme «Digital Schools». La cérémonie a été présidée par la ministre des Enseignements Secondaires, Nalova Lyonga. Ce centre multimédia est équipé d'une trentaine d'ordinateurs neufs de dernière génération et une connexion internet haut-débit. A la pointe de la technologie, ce centre fonctionne avec la solution Cyber Cloud, une innovation qui présente de nombreux avantages, notamment la possibilité de bénéficier d'une assistance à distance en permanence. D'autres équipements constituent ce don, notamment un vidéo projecteur, une imprimante, des disques durs externes, du mobilier, etc.

«Dans le domaine de l'éducation, la Fondation MTN se donne pour ambition de préparer les jeunes élèves du Cameroun aux défis du nouveau monde numérique. C'est pourquoi elle a lancé le programme "Digital Schools", qui donne aux établissements secondaires l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à travers l'équipement de salles multimédia. Nous aimerions ainsi équiper nos élèves de capacités dont ils ont besoin, pour faire face aux exigences du monde d'aujourd'hui et de demain», a confié Jean-Melvin Akam, Secrétaire exécutif de la Fondation MTN.

Ce nouveau Centre fait partie d'un lot de 15 centres multimédia équipés par la Fondation MTN dans des établissements secondaires du Cameroun cette année, portant ainsi à 65 le nombre de centres multimédia équipés par cette Fondation dans le cadre du programme «Digital School». Ces 65 salles multimédia bénéficient aujourd'hui à plus de 100.000 élèves et près de 10.000 enseignants des établissements secondaires répartis à travers les 10 régions du pays. ■

TÉLÉCOMS. Elle a été visitée le 9 novembre dernier par la PCA de cette société de téléphonie mobile.

Orange ouvre une nouvelle maison digitale à Douala

Par Alkali

Le ton de la récente visite des responsables de la Fondation Orange Cameroun à la maison digitale d'Akwa, à Douala, a été donné par l'exécution de l'hymne national, suivi de l'hymne de la femme. La visite de Mme Bénédicte David, présidente du Conseil d'administration d'Orange Cameroun, a ensuite été ponctuée par le mot de bienvenue du directeur du Centre de promotion de la femme et de la famille de Douala 1er Akwa, qui a ensuite présenté la maison digitale qu'abrite cette institution. Pour cette autre maison digitale, la Fondation Orange a mis à disposition 10 ordinateurs portables, 15 tablettes, 02 serveurs Rhasberry pi, 01 vidéo-projecteur, 01 imprimante et des contenus numériques, notamment des modules de formation, téléchargés dans des cartes SD Tables.

D'après Bénédicte David, «la



Devant la maison digitale.

Fondation Orange mène au Cameroun et ailleurs en Afrique, un important programme d'autonomisation des femmes. Il s'agit du programme maisons digitales, qui sont des salles numériques équipées en matériel numérique, espaces dédiés exclusivement aux femmes, dans le but de favoriser leur insertion

professionnelle et leur permettre de développer leurs activités génératrices de revenus. Grâce à ce programme, elle a doté à date 18 Centre de promotion de la femme et de la famille (CPFF) en matériel informatique, avec un accompagnement en matière de formation en éducation financière et entrepre-

neurariat».

L'objectif de ce programme est de former au moins 500 femmes aux NTIC et aux bases de gestion financière ; améliorer le chiffre d'affaires de 50% des femmes exerçant des activités génératrices de revenus et ayant régulièrement suivi le programme de formation ; former au moins 100 jeunes filles défavorisées et sans expérience en secrétariat et bureautique et les accompagner aux techniques de recherche d'emploi ou à la définition d'une activité génératrice de revenus.

A titre de rappel, la Fondation Orange mène des actions de mécénat en Afrique depuis 2005. Sur le continent, le mécénat se décline dans les trois grands domaines d'action choisis par le groupe : la santé et le handicap, l'éducation et la culture. Aujourd'hui, la Fondation Orange coordonne et développe des actions de mécénat dans les 16 pays où le groupe est présent. ■

Maxime K. Mama, Citoyen.

“Paul Biya, homme de paix”

Que pouvons-nous dire de la profession de foi de S.E.M Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat, Candidat Naturel du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) à l'élection présidentielle du 7 Octobre dernier ? La toute première chose est de dire qu'il en a pris 10 engagements pour l'avenir du Cameroun. Nous n'allons pas revenir sur l'intégralité de ce serment politique. Plutôt, et ceci sans prétention intellectuelle, nous nous y attèlerons à mettre en exergue un engagement : «*Consolider la Paix*».

D'abord, il ne faudrait pas oublier l'histoire de l'homme. Monsieur Paul Barthelemy Biya'a Bi Mvondo, fils de catéchiste, a fait son cursus scolaire à l'Ecole Catholique de Nden, puis aux Séminaires d'Édéa et Akono. Il a cet effet reçu une philosophie de l'éducation qui met l'Homme au centre de toute attention dans la Société. L'homme a donc reçu l'encadrement d'une autorité morale qui voyait déjà en lui une liberté intellectuelle authentique et exceptionnelle. Un potentiel extraordinaire qui s'est reflété dans son parcours académique jusqu'à son entrée dans l'administration publique camerounaise.

Le 6 novembre 1982, Monsieur Paul BIYA, âgé de 49 ans, accède à la magistrature suprême. Il devient Président de la République du Cameroun. Il prend ainsi les commandes d'un Etat qui acquit son indépendance le 1er janvier 1960 ; sa réunification le 1er octobre 1961 ; et son unification le 20 mai 1972. De toute évidence, le jeune homme discret et talentueux, va très vite faire face à l'exercice du pouvoir. Il faudrait dire qu'à cette époque, le Cameroun était sous la menace de l'analphabétisme dû à un faible taux de scolarisation de ses populations.

En avril 1984, le nouvel homme d'Etat est confronté à un coup d'Etat politico-militaire. Il devait alors sortir de sa discrétion pour affronter la menace présente. Très vite, l'animal politique décrit par Aristote et le bon sauvage de Rousseau, vont se réveiller en lui. Il va donc résoudre avec beaucoup de maturité cette crise que je voudrais appeler «situation temporelle inexistante».

Fort de cette expérience, Monsieur BIYA va rassembler toutes ses connaissances encyclopédiques pour rédiger le livre : «*Pour le Libéralisme Communautaire*». Sa pensée sera de circonstance. Elle sera la source du pouvoir des mots de cet ouvrage au regard de la réalité politique dont faisait face le Cameroun. En 1987, le livre sera publié avec pour objectif «*Rigueur et Moralisation*».

Quelques années plus tard, c'est-à-dire le 5 décembre 1990, c'est l'avènement de la démocratie et du multipartisme au Cameroun. Des lois seront à cet effet promulguées. Nous pouvons prendre comme exemples les lois relatives à la liberté de communication sociale, d'associations, de réunion et de manifestation publique et bien d'autres. Dès cet instant, le pays entrera dans une profonde

réforme. Ces dispositions législatives permettront aux camerounais de coexister et de cohabiter dans la Paix et l'harmonie. Car, cela n'était pas possible avant cette date. Le régime était essentiellement totalitaire. Un climat de peur et d'inquiétude régnaient dans le pays. Après l'entrée en vigueur des dites lois, les camerounais avaient retrouvée leur liberté d'expression. C'était la Paix au Cameroun. Les sentiments de quiétude pouvaient se lire sur le visage des camerounais. Paul BIYA avait libéré le pays.

Aussi, nous pouvons également noter l'annulation d'une dette de 22 milliards de francs Cfa au cours d'un séjour privé en 1991 de Son Excellence Paul Biya aux Etats-Unis d'Amérique. Il a été «*Rassurant et Convainquant*» dicit de James Onobiono, Membre du comité central du Rdpc. L'on pouvait y observer que les discussions entre le ministre des Finances de l'époque, Monsieur Basiliken, et Madame Frances D. COOK, ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Cameroun, se sont menées dans un climat de confiance et de sérénité. Madame Frances D. COOK a d'ailleurs affirmé : «*C'est un grand honneur de vous informer par la présente que toutes les dettes dues aux Etats-Unis par le Cameroun dans le cadre de l'assistance au développement économique sont annulées... En cette trentième année de notre coopération, les Etats-Unis ont la ferme conviction qu'un pays disposant de ressources humaines et matérielles comme le Cameroun, sera l'un des leaders de l'Afrique du 21ème siècle... Ce que nous avons fait aujourd'hui est une manière pour mon Gouvernement de vous exprimer sa confiance et de dire notre espoir dans le processus de libéralisation et en l'avenir de ce beau pays*». C'était la victoire de la diplomatie économique du Cameroun, portée par son illustre Chef, Paul BIYA, le libérateur.

Aujourd'hui, cette vision du Cameroun se confirme grâce à la politique étrangère définie par S.E.M. Monsieur Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat. Cela explique certainement son engagement à consolider chaque jour et davantage la place du Cameroun en Afrique et dans le Monde. Nous ne pouvons qu'en être fiers des actions de cet homme d'Etat valable et crédible sur la scène internationale.

Tirant leçon de ce qui a été dit, chaque homme est, en un certain sens, un philosophe de la vie. Il se fait des idées sur la vie ; il cherche à se rendre compte des résultats obtenus, à tirer parti des expériences par lesquelles il a passé dicit de Bernard Groethuysen, dans Bibliothèque des Idées, Anthropologie Philosophique, publiée aux éditions Gallimard, Paris, 1952, p.8. C'est dire de manière incontestable que Monsieur Paul BIYA est le philosophe de la vie politique camerounaise. Sa vision est de conduire le peuple camerounais sur le chemin de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Ensuite, abordons temps soit

peu, l'Art de la Gestion des Crises et de la Guerre en temps de Paix d'un Homme d'Etat particulier. Bien évidemment, il s'agit toujours de Monsieur Paul BIYA.

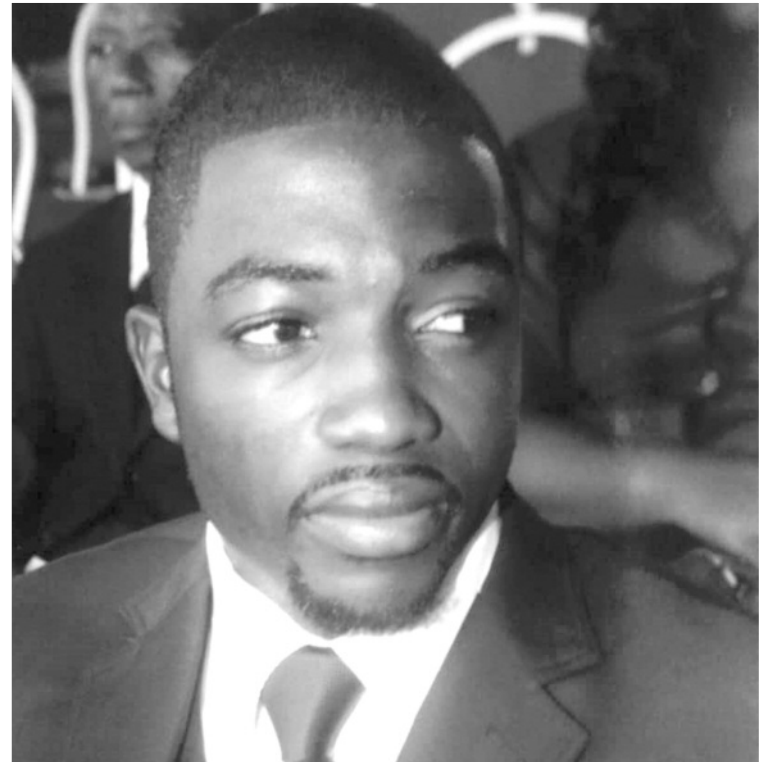
Le 25 février 2008, le Cameroun est frappé par une inflation du prix des produits pétroliers et des produits de première nécessité. Des tensions sont observées ici et là dans les grandes villes du pays. C'est la crise sociale. L'on peut énumérer à titre d'exemple un certain nombre de faits sociaux : préavis de grève des transporteurs urbains et interurbains, actes de vandalisme dans de grandes surfaces des villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam etc., des manifestations politiques incontrôlées et des affrontements entre armée camerounaise et civils. Monsieur Paul BIYA en a fait le constat. Les institutions de la République étaient menacées. Il faut donc faire respecter l'autorité de l'Etat par tous les moyens légaux que lui offre la Constitution du 18 janvier 1996.

Comment réagir face à cette crise économique et structurelle au Cameroun ? L'homme d'Etat sort de son silence. Il fait appel dans sa démarche à Max Weber pour sélectionner et traiter les faits avec domination légale rationnelle et domination charismatique. Il faut faire respecter la loi et les institutions de l'Etat. Quelques jours plus tard, c'était le retour au calme. Monsieur BIYA a su joindre le tempérament philosophique au tempérament politique d'Emmanuel Mounier, repris et développé par le Pr. Ebenezer Njoh-Mouelle, dans son ouvrage Philosophie, l'Action et la Politique, publié aux Presses de l'UCAC, Mai 2017, p.19-23. Grâce à sa clairvoyance et sagesse, le Président de la République a été un Homme d'Action dans la résolution de cette crise. Il a fait usage de ses prérogatives pour faire régner la Paix et la Stabilité dans le pays.

Des années plus tard, plus précisément le 19 février 2013, les actions politiques de Monsieur BIYA, Homme de Paix, ont été à nouveau interpellées dans la recherche des voies et solutions de libération de la famille française Moulin - Fournier, enlevée au parc national de Waza, dans l'Extrême-Nord du Cameroun. C'est l'arrivée de la secte terroriste Boko Haram. Il faut agir, mais avec méthodes et stratégies. Car, il faudrait non seulement éviter des pertes en vie humaine dans les opérations militaires appelées à être menées sur le terrain, mais aussi, il faudrait éviter tout incident diplomatique avec la France.

Quelle serait donc la meilleure approche ? Une diplomatie ad hoc est-elle envisageable compte tenu de la position géographique de la secte terroriste Boko Haram au Nigeria ? Une diplomatie préventive serait-elle nécessaire pour éviter des tensions diplomatiques entre le Cameroun et le Nigeria ? Ou encore faut-il envisager une diplomatie secrète ? Quelles stratégies de communication diplomatique faut-il adopter pour éviter la surenchère verbale ?

Des questions qui ont certaine-



ment fait l'objet d'une réflexion approfondie par S.E.M. Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat. Une chose est certaine, des discussions de très haut niveau ont été menées dans la Paix et la Sérénité entre le Cameroun et la France ; la France et le Nigeria ; le Nigeria et le Cameroun pour parvenir à la libération de cette famille le 19 avril 2013. Cela démontre une fois plus la sagesse d'un Homme d'Etat qui promeut la Paix et le Dialogue dans les relations internationales. Et ce qui relève de l'ordre du secret, doit rester dans le secret dicit de Manuel Valls. Nous notons juste dans ce diffèrent la force de la diplomatie camerounaise.

L'année suivante, c'est-à-dire en juin 2014, le Cameroun dans sa partie septentrionale subit des attaques à répétition de la secte terroriste Boko Haram. Les villes de Maroua et Fotokol en sont considérablement affectées. C'est la panique et la peur au sein des populations de l'Extrême-Nord. Les relations commerciales avec les pays frontaliers sont affaiblies. Et l'armée camerounaise confrontée à une guerre asymétrique dans laquelle l'ennemi agit en se servant des populations.

Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Qui représentent-ils ?

A ces questions, nous pouvons juste relever une citation de S.E.M Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat, lors de son discours prononcé le 8 janvier 2015, en réponse aux vœux du Corps diplomatique : «*A menace globale riposte globale. Telle devrait être la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et de nos organisations régionales*». Un message qui en inspire plus d'uns aujourd'hui. Monsieur Paul BIYA démontre inéluctablement son attachement à la Paix en appelant à une forte mobilisation internationale pour éradiquer le terrorisme au Cameroun et partout ailleurs dans le monde.

Cette menace terroriste viendra se confirmer en 2016, date du début de la Crise Socio-Politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Des groupuscules - sécessionnistes en veulent à notre intégrité du territoire. Allant des revendications corporatistes aux revendications politiques, cette crise suscite l'attention et les regards de la communauté internationale.

Tout compte fait, Paul BIYA, l'Homme de Paix, reste légaliste en prônant le dialogue entre le Gouvernement et les populations anglophones. Des efforts considérables ont été faits dans ce sens. Toutes les dispositions ont été prises pour garantir la Paix et la Sécurité dans ces parties du pays. Un bilan objectif peut en être fait aujourd'hui malgré la présence des forces tapis dans l'ombre qui en veulent à notre Unité Nationale et Vivre-Ensemble. Ainsi pouvons-nous comprendre Denis MAUGENEST, dans Vivre-Ensemble Malgré Tout... Initiation à la Société Politique, Presses de l'UCAC, p.239, qui affirme que : «*C'est la Constitution qui détermine les formes positives et précises du pouvoir institué dans une société politique, c'est-à-dire les formes de l'Etat et de son organisation dans la Nation*». Une réponse claire et précise à ceux qui portent atteinte à notre intégrité territoriale.

En outre, Paul BIYA, Homme de Paix, a une nouvelle fois fait entendre la voix du Cameroun, lors de la 72 Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, à New-York, le 22 septembre 2017, sous le thème : «*Priorité à l'Etre Humain : Paix et Vie décente pour tous sur une Planète préservée*». A sa prise de parole sur la Tribune des Nations Unies, S.E.M. Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat a effectué un véritable plaidoyer de la Paix à l'échelle mondiale. Il a affirmé que : «*Pour le Cameroun comme la plupart de nos Etats, la Paix est une condition sine qua non de la survie de l'humanité et de tout développement durable. Cette Paix demeure dangereusement menacée, notamment par le terrorisme, les conflits, la pauvreté et les dérèglements climatiques. Aujourd'hui, nous sommes tous, je dirais, mendiants de la Paix*». Ce message adressé à l'endroit de la communauté internationale, est la parfaite illustration d'un Homme d'Etat qui respecte ses engagements internationaux. C'est un homme qui est permanentement à la recherche de la Paix dans toutes ses différentes actions politiques et diplomatiques qu'il a pu mener jusqu'à aujourd'hui. Nous ne pouvons en dire autrement. Paul BIYA est un Homme de Paix. / ■

Fait à Yaoundé,
le 13 octobre 2018

EXTRÊME-NORD. Le nombre de cas suspects est de 226 pour 14 décès communautaires.

L'épidémie de choléra fait de nouvelles victimes

Par Olive Atangana

La situation est préoccupante dans la région de l'Extrême-Nord. A l'issue de la réunion de coordination du 12 novembre 2018, les statistiques épidémiologiques dans cette région font état de 226 cas suspects, et de 14 décès communautaires. Pour maîtriser cette évolution inquiétante de la maladie, une équipe du niveau central a été déployée en urgence au district de santé de Makary, pour organiser la recherche active des cas. «La situation sécuritaire y est pour beaucoup. Mais l'autre raison importante viendrait de ce que les populations n'ont pas été vite sensibilisées et arrivent tard à l'hôpital», explique une source. Pour elle, «avec nos frontières poreuses, on aura toujours des cas de contagion».

Le 31 octobre dernier à Yaoundé, les autorités sanitaires faisaient déjà un aveu. Celui de ne pas parvenir à arrêter la propagation de l'épidémie de choléra qui sévit toujours au Cameroun. Pourtant «Nous arrivons à surveiller, contrôler et mais nous n'arrivons pas à la stopper tout à fait», avait alors lâché le Dr Etoundi Mballa. Mais, ce dernier se félicitait d'avoir «beaucoup gagné dans la surveillance». Et dans ce volet, la région de l'Extrême se présentait comme le meilleur élève. «Le système de surveillance de l'Extrême-Nord marche bien. Ils ont une bonne surveillance active et au niveau des communautés. C'est ça qui fait que choléra ne s'y propage pas beaucoup», avait déclaré le directeur de la lutte contre les Maladies, les Epidémies et Pandémies. Mais, «il faut rester vigilant», exhortait alors Dr Etoundi.

Une exhortation qui semble avoir un écho favorable auprès de l'équipe de «riposte du Nord». En effet, longtemps classée au rang de la plus touchée par l'épidémie, cette région affiche une relative stabilité depuis quelques temps. Elle compte désormais trois districts de santé seulement en épidé-



Le Minsanté, André Mama Fouda.

mie, contre neuf il y a quelques semaines. Bien plus, du 09 au 12 novembre 2018, le Nord n'a enregistré que trois cas suspects. Toute chose qui fait dire à notre source que «Les choses sont entrain de se stabiliser là-bas». On y dénombre 558 cas suspects, 47 confirmés et 39 décès. Seulement, «il faut contenir l'épidémie et faire en sorte qu'il n'y ait plus de décès. Les gens ne doivent plus mourir de choléra. C'est notre objectif. L'enjeu doit être présentement de la stopper complètement. Nous contrôlons mais n'arrivons pas à stopper tout à fait parce que nous avons constaté qu'il y'a des mauvaises habitudes qui persistent». Depuis le début de l'épidémie à ce jour, ces deux régions septentrionales totalisent 53 décès.

L'ASPECT ENVIRONNEMENTAL MIS À L'INDEXE

La gestion de l'épidémie de choléra est orientée depuis toujours, vers deux axes principaux. Le traitement clinique et la sensibilisation des populations. C'est du moins, le constat fait par les experts du ministère de l'Environnement et de la protection de la nature. Or, «Nous pensons qu'il est essentiel d'intégrer l'aspect environnemental puisque les conditions d'assainissements

peuvent jouer un rôle important dans la recrudescence de la maladie en permettant aux gènes de rester permanent dans l'environnement», explique John Gounes, en service au ministère de l'Environnement et de la protection de la nature. Voilà pourquoi une étude sur 146 latrines a été menée au moins de juin 2018 dans la ville de Garoua. A la salle des conférences du ministère de la Santé à Yaoundé, la projection de l'image hideuse et nauséuse d'une latrine de moins de cinq mètres, située non loin d'un puits à Garoua a créé une onde de choc au sein de l'assistance. Tant elle présentait la face cachée de la réalité des conditions d'hygiène et salubrité dans cette région. Ainsi, 83,5% des latrines de la zone ont une profondeur inférieure à 1 mètre tel que le révèle cette étude sur les «Effets potentiels de l'environnement sur la recrudescence du choléra. Cas de la région du Nord». Sur la base du diagnostic fait sur le terrain, «Nous avons constaté que la plupart des puits ont une profondeur qui va de 10 cm à 3,5 mètres et les latrines vont de 5cm à 1,8m dans la zone concernée. Et à peu près 52% de ces latrines ont une profondeur inférieure à 50cm dans la zone», fait savoir John Gounes.

Et ce n'est pas tout. «Nous

avons essayé de faire la cartographie de ces latrines et montrer la proximité avec les WC. 68% de ces WC sont localisées dans les zones à risque c'est-à-dire à moins de 25m d'un puits. Nous avons essayé de faire un schéma de comment la contamination se passe. Vous avez ces WC qui ont de faibles pots qui sont remplis lorsqu'il pleut. Et dès que c'est rempli, les eaux de ruissellement lessivent les WC et entraînent dans les bas-fonds les eaux déjà souillées. L'importance ici c'est que dans la zone où nous avons travaillé, nous avons une profondeur de moins d'un mètre entre le fond du WC et de début de la nappe. Et en saison des pluies, compte tenu des caractéristiques du sol, les eaux remontent rapidement et il y a contact. A ce moment, la contamination est permanente», informe ce dernier. Bien plus, les analyses de proximité montrent par exemple un puits ayant 1M de profondeur et trois WC autour ayant à peu près 30CM de profondeur. «En cas de pluie il n'y a pas de raison que chaque ce puits ne soit pas contaminé parce qu'il y a trop de pollution autour», regrette John Gounes. Or, «Nous pensons qu'il est essentiel de procéder à un assainissement de ces zones-là. Il faut davantage sensibiliser la population située dans les localités dont l'environnement doit encore être amélioré, mettre en place des assainissement communautaire, systèmes de localisation des zones à risque. Nous pouvons ainsi limiter la propagation du choléra», soutien ce dernier.

PISTES DE SOLUTIONS

Pour M. Damou Lamtoing, «La problématique qui nous rassemble interpelle suffisamment le ministère de l'Environnement parce que dans le développement de la maladie, les déterminants environnementaux sont très importants. Vous avez compris que les problèmes d'assainissement sont en réalité dus en grande partie aux problèmes d'aménagement interurbain. Donc c'est une question multisectorielle qui interpelle une

intervention de tous les partenaires». Ce conseiller technique numéro 2 au ministère de l'Environnement dénonce le fait que «Les normes et spécifications techniques de constructions des latrines ne sont pas respectées. Les périmètres de sécurité immédiat, rapproché et éloigné ne sont pas respectés tout comme le réseau d'assainissement dans nos communes ne sont pas respectés. Nous pensons au ministère de l'environnement que les problèmes environnementaux méritent une analyse beaucoup plus approfondie». Et donc, «Il est important d'envisager à l'avenir une surveillance épidémiologique globale qui permettrait à ce qu'on parvienne à faire véritablement une superposition d'un certain nombre de fond de carte qui nous permettrait de voir la mobilité et densité des populations, les infrastructures comme les puits, les forages. Plus un puits est construit profondément, à ce moment on est exposé à une pollution par des produits chimiques, moins une latrine est profonde, on est exposé à la contamination d'un certain nombre d'agents pathogènes».

Et ce dernier de conclure : «Il y a donc une nécessité d'intensifier la sensibilisation sur le respect des normes et spécification technique de construction des puits et latrines. Il faut approfondir la réflexion sur les déterminants environnementaux pour permettre d'avoir une aide à la décision, savoir exactement où se trouvent les grands foyers et cela appelle une cartographie des risques. Il faut réactiver les services d'hygiène et de salubrité qui à une certaine époque a donné des résultats probants. On pourrait approfondir la réflexion sur les déterminants environnementaux mais il est important de savoir quelle est la période exacte où la maladie se développe, quels sont les grands cours d'eau où se trouvent les réservoirs. Tous ces éléments sont importants pour une aide à la décision et pour les actions futures de lutte contre la maladie». ■

YAOUNDÉ. Le but est de permettre aux populations de bénéficier des informations pour pouvoir améliorer leur santé.

L'AJC-Prosanté voit le jour

Par O. A

La promotion de la santé est une des composantes importantes de la santé publique. Elle permet à l'individu, d'agir en faveur de sa santé et d'améliorer celle-ci par de bonnes pratiques. Pour cela, il a besoin entre autres, d'une information adéquate. Voilà pourquoi l'Association des journalistes scientifiques et communicateurs pour la promotion de la Santé au Cameroun (AJC-Prosanté) a vu le jour le 10 novembre 2018, au terme d'une Assemblée générale constitutive. «Le but est de rassembler les journalistes et communicateurs qui travaillent sur les questions de santé et permettre aux populations d'acquérir les connaissances et bénéficier des informations pour pouvoir améliorer leur santé. Elle va œuvrer à

garantir un environnement dans lequel les populations peuvent avoir la bonne information pour leur santé et les questions y liées», explique Joseph Mbeng Boum, président de ladite association. Bien plus, l'AJC-Prosanté va aussi aider les hommes et femmes de médias à avoir accès à la bonne information sur les questions de santé et de faire connaître la place de l'information scientifique dans le domaine de la santé.

Sur les raisons de la création de cette association, son président fait savoir qu'elle obéit à un besoin. «Nous avons constaté qu'il y a un vide au Cameroun et que la Communication en santé battait de l'aile. Si vous prenez les statistiques en matière de communication en Santé au Cameroun, vous allez constater que le pourcentage reste très fai-

ble pourtant, les besoins en communication aujourd'hui ne sont plus à démontrer. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mettre sur pied une plateforme qui réunit tous les journalistes qui font dans la Santé afin de pouvoir capaciter tout le monde et que nous puissions travailler avec toutes les plateformes qui existent», précise celui qui est par ailleurs Directeur de publication du journal Echos Santé.

PLAN D' ACTIONS

Dans l'immédiat, «l'urgence sera d'abord de sensibiliser les populations sur le choléra qui est là et dont l'épidémie est entrain de décimer les populations. Ensuite, on a le mois camerounais de lutte contre le Sida. Il faudrait qu'on s'implique. Il faudrait également



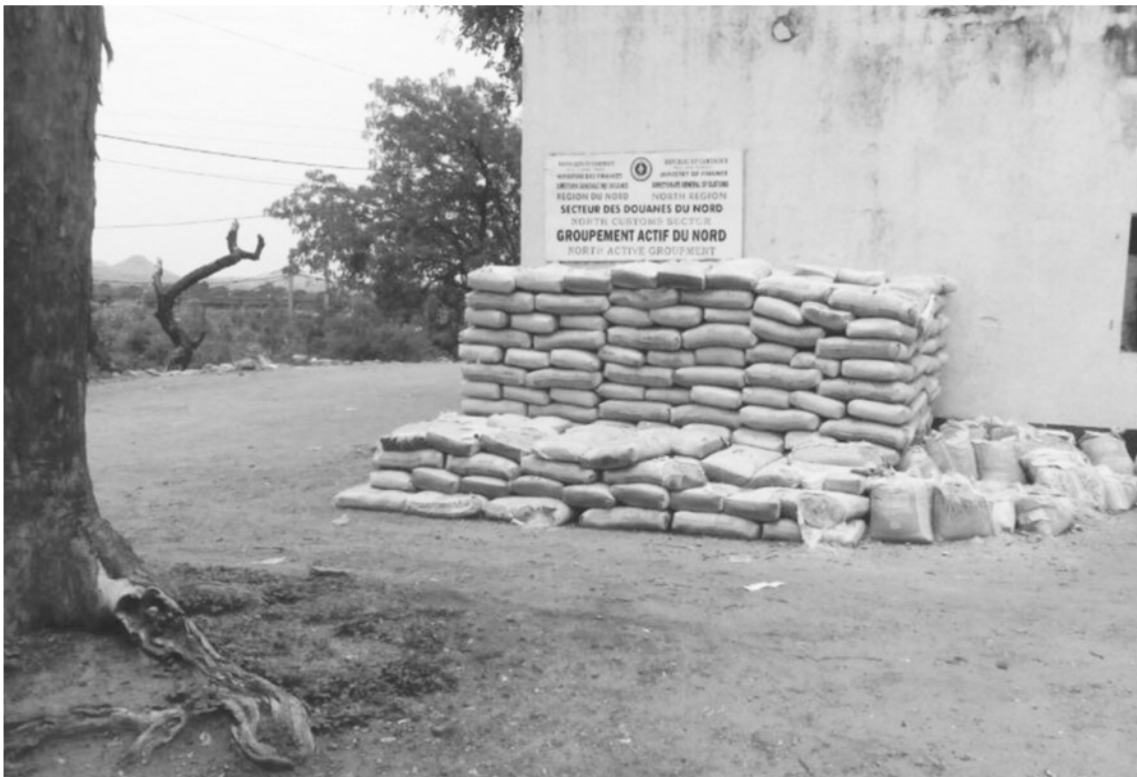
Le bureau élu.

que sur les questions d'hépatite, la promotion de la santé, la stratégie sectorielle de santé 2016-2027, de paludisme, et toutes les grandes questions endémiques et épidémiques, que l'association s'approprie ces questions-là et qu'on défende cela avec une approche scientifique», informe ce dernier. Ce dernier tient à ajouter que l'as-

sociation travaillera avec le gouvernement et tous les partenaires techniques et financiers, les collectivités territoriales décentralisées et la société civile. «Nous allons travailler avec tout le monde parce qu'il n'y a aucun développement sans la santé. Nous pensons que tout passe à travers la santé», dit le président de l'AJC-Prosanté. ■

GAROUA. Des gabelous soupçonnés d'être à l'origine de ce trafic.

Des produits sous saisie douanière revendus aux commerçants



Quelques produits de la contrebande à la douane du Nord.

Par Innocent-Blaise Youda

L'affaire fait grand bruit dans la ville depuis quelques jours. Certains produits saisis par les services de la douane se sont retrouvés dans les magasins de certains commerçants du marché central de Garoua. Il s'agit particulièrement des médicaments, du sucre et du ciment. L'affaire remonte au 20 octobre dernier, date où un stock de médicaments saisi par les services de la douane avait été incinéré. Selon nos informations, le chef secteur de la douane du Nord a été informé le dimanche 14 octobre 2018 de ce qu'une partie des médica-

ments stockés dans les magasins de la brigade mobile des douanes de Garoua devait être revendue à des individus identifiés comme étant les démarcheurs des vendeurs de médicaments au marché central de Garoua. Immédiatement, le chef secteur de la douane, Séraphin Bello, a informé le directeur général de la douane par courrier et a instruit au commandant de la brigade mobile de Garoua 1, Bonaventure Damsou, de dresser par voie d'huissier un inventaire des produits disponibles dans ses magasins dans les brefs délais.

Un exercice qui n'aura malheureusement pas lieu, car le

mercredi 17 octobre 2018, le comité régional de lutte contre les faux médicaments va instruire à son tour au chef secteur des douanes de mettre en urgence à sa disposition le stock de médicaments saisis pour destruction. Bien avant, il se trouve également que le commandant du groupement mobile des douanes de Garoua, Nna Alain Guichard, dont on connaît l'inimitié qu'il entretient avec le chef secteur des douanes, outrepassant par ailleurs la hiérarchie du chef secteur des douanes, a saisi directement, en date du lundi 15 octobre 2018, le gouverneur de la région, président du comité régional de

lutte contre les faux médicaments pour suggérer la destruction en urgence des médicaments stockés dans les magasins. «Les choses sont allées très vite. Quand le gouverneur a été saisi, il a très vite pris les mesures d'urgence qui s'imposaient en la circonstance. Il faut rappeler que les produits en stocks sont sous la responsabilité du commandant de groupement et du commandant de la brigade mobile. Les représentants des autres services qui sont membres du comité régional de lutte contre les faux médicaments ont été saisis et une destruction symbolique a été faite devant l'esplanade des services du gouverneur le samedi 20 octobre 2018. Il nous a été parvenu par la suite que certains produits qui se retrouvaient dans les magasins de la douane se sont retrouvés sur le marché. J'ai personnellement identifié des cartons de médicaments au marché. Il y a eu pourtant destruction de ces produits. La question a posé maintenant c'est comment ces produits se sont retrouvés là. La question maintenant c'est de savoir comment cela été possible », explique une source de la douane.

Au marché central de Garoua, les commerçants que nous avons rencontrés nous ont clairement indiqué n'avoir jamais traité avec les douaniers. «Nous n'avons jamais traité avec les douaniers. Nous avons des démarcheurs qui nous vendent les produits. Ils ont leurs contacts certes à la douane, mais aussi dans les hôpitaux de la place et dans les sociétés de commercialisation des médica-

ments. On nous a dit que des produits saisis par la douane se sont retrouvés chez nous, le problème c'est que nous vendons seulement, l'origine de toutes les façons, ça vient toujours de quelques part.» Souligne un vendeur de médicaments sous anonymat. ■

TOUBORO. Une cache d'armes démantelée



Par I-B.Y

Les éléments du 5e bataillon d'intervention rapide (Bir) basé dans la région du Nord ont découvert une cache d'arme dans l'arrondissement de Touboro, non loin de la localité de Mbaim-boum. L'opération qui a permis de mettre la main sur cet important stock d'armes s'est déroulée dans la journée du vendredi 9 au samedi 10 novembre 2018. Selon des sources proches des autorités de la ville de Touboro, ce travail est le résultat de longues enquêtes menées par les éléments du Bir depuis plusieurs semaines. C'est en effet en suivant un suspect que les éléments du Bir ont pu remonter les traces qui ont abouti ce résultat. «Les armes appartenaient visiblement aux gangsters et bandits de grands chemins qui sèment la terreur dans la ville et orchestrent des enlèvements contre rançon. Cette action des éléments du Bir est à saluer et à féliciter. J'espère qu'elle va dissuader ces groupes de gangsters qui terrorisent les populations. C'est le lieu ici d'inviter les populations et toutes les personnes susceptibles de fournir des informations fiables aux forces de maintien de l'ordre à le faire afin d'éradiquer l'insécurité dans notre arrondissement.» Souligne une autorité de la ville de Touboro.

La ville de Touboro est réputée être un important pôle commercial entre le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine. En dehors du flux important des échanges commerciaux qui se déroulent entre ces trois États, Touboro abrite en son sein l'un des marchés à bétail les plus importants de la sous-région Afrique centrale, le marché de Mbaim-Boum. ■

YAGOUA. Il était spécialisé dans le vol de motos.

La gendarmerie démantèle un gang

Par Hamadou Bayam

Les populations de Yagoua peuvent enfin respirer. Le gang qui semait la terreur dans la ville a été démantelé. Mais quelques jours avant leur arrestation, les quatre malfrats ont passé au peigne fin deux concessions du quartier Guidamoutou. Le premier cambriolage a eu lieu dans la nuit du 30 au 31 octobre dernier. D'après les témoignages des victimes, les malfrats sont rentrés dans la concession sans faire le moindre bruit. Ils ont emporté une moto et une moquette. Ce n'est que le matin, au réveil, que les habitants se sont rendu compte. Le lendemain, le gang a récidivé, cette fois dans une autre concession. Et comme lors du précédent cambriolage, ils ont emporté le même butin. Par coup de chance, à l'aube du 5 novembre, le propriétaire de la première maison en partance

pour Maroua a reconnu sa moto au niveau de Lara. Celle-ci allait dans la même direction que le bus dans lequel il se trouvait. Sûr de lui, il informe le chauffeur du bus qui roulait à vive allure.

Et dans un élan de solidarité, le chauffeur du bus fait sortir de la route les deux occupants de la moto. Ceux-ci se retrouvent sur le sol. Quelques minutes plus tard, ils sont rejoints par les passagers du bus. Ces derniers les tiennent en joug et appellent les gendarmes. Arrivés sur les lieux, les gendarmes de Lara arrêtent Saddam Abba, 26 ans et Youssoufa Issa, 27 ans. Deux jours plus tard, Sylvain Tchopyang et Abdoul Kader, les deux autres membres du gang ont été interpellés. Actuellement, les quatre malfrats méditent leur sort à la maison d'arrêt de Yagoua.

En rappel, c'est depuis près



Les malfrats.

d'un an que des motocyclettes disparaissent des lieux publics et très souvent aussi des concessions. Le mystère planait autour de cette situation, à tel enseigne qu'à chaque fois qu'un motocy-

cliste garait son engin pour prendre un verre dans un bar ou pour déguster du thé, il veillait toujours son engin de peur qu'il ne soit emporté par des malfrats. ■

BÉLEL. Le caporal-chef Elysée Boang Hamassoumou a été atteint par balle lors d'un échange avec les preneurs d'otages.

Un militaire du BIR tué

Par Francis Eboa

Le corps sans vie du caporal-chef Elysée Boang Hamassoumou, en service au 5e Bataillon d'Intervention rapide (BIR), est arrivé aux premières heures de la matinée du 12 novembre 2018 à la morgue de l'hôpital régional de Ngaoundéré. Ainsi, ce militaire est mort les armes à la main, à la suite d'un échange de coups de feu avec les preneurs d'otages en plein cœur de Bélel, un arrondissement situé dans le département de la Vina, région de l'Adamaoua. Cet affrontement a eu lieu dans la nuit du 11 au 12 novembre dernier. « Cette nuit-là, un groupe de personnes lourdement armées ont fait irruption au domicile d'El Hadj Djabari, qui est un grand éleveur du coin. Ils ne l'ont pas trouvé. Ne voulant pas plus repartir, cette fois les mains vides, car ils étaient là depuis environ deux mois, ils ont décidé de partir avec son



Des militaires du Bir.

fil Aliou Oumarou âgé de 23 ans. Tout ceci, après avoir défoncé la porte. Les femmes, qui étaient dans la maison, ont commencé à crier en langue locale : "chef, les bandits sont là". C'est donc en ce moment que le premier militaire qui est

sorti a reçu une balle. Son collègue, qui était juste derrière lui, a répliqué et ces preneurs d'otages sont repartis», explique un voisin du lieu de l'incident. Selon cette même source, un des malfrats a été atteint par balle. « Quand le ren-

fort est arrivé de Meiganga, les militaires ont ratissé la zone et ont constaté qu'il y avait des traces de sang le long de l'itinéraire emprunté par ces malfrats. Forcément, il y a un qui est blessé et ses camarades ne voulaient pas abandonner», lance-t-il.

En réalité, l'éleveur Alhadji Djabari est recherché par ces hors-la-loi depuis belle lurette. Mais en bon stratège, il changeait de temps en temps de domicile, voire de ville. « Djabari ne reste pas sur place. Il y a plusieurs mois aujourd'hui, il avait reçu un appel de ses ravisseurs qui le menaçaient. Il a signalé cela aux forces de sécurité. Depuis ce temps-là, il n'est pas stable ici à Bélel. Il fait des parutions sporadiques et repart. Même son fils qu'on a enlevé ne vit pas ici. Il reste à Meiganga et vient de temps en temps. J'ai l'impression que les malfrats ont reçu l'information selon laquelle son fils serait à Bélel, et c'est pour cette raison qu'ils sont

venus attaquer», relate un fils de Bélel vivant à Ngaoundéré. Pour cette dernière attaque à Bélel, on parle d'un groupe constitué de cinq malfrats. Depuis ce triste événement ayant conduit au décès du caporal-chef Elysée Boang Hamassoumou, les éléments du 5e BIR écumant la zone afin de mettre définitivement hors d'état de nuire, ceux-là qui ont ôté la vie à leur camarade. Depuis l'engagement du bataillon d'intervention rapide à résoudre définitivement ce problème de prise d'otages avec demandes de fortes rançons dans la région de l'Adamaoua, c'est la première fois qu'en l'espace de deux semaines, deux éléments du BIR tombent sur le champ de bataille contre les preneurs d'otages. En tout cas, rien qu'à voir le nombre d'enlèvements qui a considérablement diminué, l'on comprend que la pression des forces de défense sur le terrain met déjà les preneurs d'otages en insécurité. ■

PRISES D'OTAGES. Des actions de harcèlement des malfrats s'intensifient face à la montée en puissance qu'a connue le phénomène en 2018.

La puissance de feu du 5e BIR dans l'Adamaoua

Par Bertrand Ayissi

De janvier à juillet 2018, environ 44 prises d'otages ont été enregistrées dans l'Adamaoua. Et de juillet dernier à l'heure actuelle, le département du Faro et Déo passe pour être le premier repaire des ravisseurs dans la région, soit 40 % des enlèvements qui y sont perpétrés. En 2017, au total, 52 prises d'otages avaient été répertoriées. Ces statistiques obtenues par le biais de nos sources au 5e Bataillon d'intervention rapide (BIR) laissent voir une courbe ascendante des enlèvements en 2018. Il existe cependant une grille de lecture pour mieux comprendre le phénomène. « L'année 2018 a particulièrement été marquée par une activité assez dense des malfrats ; des activités hostiles dans les zones rurales, notamment le phénomène des prises d'otages. Ce phénomène a connu son pic aux mois de juin, juillet et août. Bien après, il y a un calme, les choses sont en train de revenir dans l'ordre, ce, grâce aux mesures prises par les forces de défense. À partir de la fin du mois d'août, plusieurs actions ont été menées pour buter ces hors-la-loi », explique une source sécuritaire. Et d'indiquer : « Comparé à 2017, on est pratiquement au double des cas de prises d'otages. Mais il faut dire que le nombre des prises d'otages a augmenté cette année par le fait d'un ou de deux groupes seulement, qui se sont manifestés dans les arrondissements de Bélel, Martap et peut-

être le département du Faro et Déo. Ces groupes se sont mis à multiplier les prises d'otages. C'est ce qui justifie que ces prises d'otages soient nettement à la hausse en 2018. En 2017, on pouvait avoir cinq prises d'otages par semaine, orchestrées par cinq groupes différents. Les arrondissements de Mbé et Ngan-Ha, qui battaient pratiquement le record en 2017 et début 2018, ont retrouvé un certain calme après quelques actions que nous y avons menées. Par la suite, Bélel, Martap, et dans une moindre mesure, le Faro et Déo, ont pris le relais des prises d'otages, par le fait des deux groupes cités ci-haut ».

Actuellement, dans la région de l'Adamaoua, selon des sources concordantes, il y a un groupe de ravisseurs qui fait de la résistance. Neuf au départ, puis sept lors de l'attaque de Ardo Gabdo dans la nuit du 28 au 29 octobre dernier ; environ cinq sont encore en train de courir. « Je crois que c'est comme un coup du sort, ce groupe est en train de tourner en rond et ses jours sont comptés. Peut-être, se disent-ils qu'ils sont à l'abri en croyant en quelques pratiques mystiques. C'est ce qui peut encore justifier leur présence malgré les revers qu'ils ont subis. On a pris quelques-uns de leurs relais, on a abattu certains lors des affrontements et d'autres sont blessés. Mais tant qu'ils sont là, on fera tout pour les neutraliser, les mettre hors d'état de nuire », déclare un élément du 5e BIR.



Le Bir en opération.

RÉGRESSION

Malgré la perte de deux soldats en deux semaines, notamment le sergent Achille Nsouli Assagou et le caporal-chef Elysée Boang Hamassoumou, le moral du 5e BIR est au beau fixe. Les faits d'armes consolent. « Aujourd'hui, on constate une nette régression des cas de prises d'otages dans l'Adamaoua. On est plutôt sur la bonne voie puisque tous les groupes qui agissaient dans cette partie du territoire ont été identifiés. C'est ce qui justifie les actions qu'on mène contre eux. Il y a deux semaines, une embuscade a été tendue sur la route de Meiganga. Dans la nuit du 11 au 12 novembre dernier à Bélel, il y a eu un autre affrontement qui s'est malheureusement soldé par la perte d'un de

nos militaires, le caporal-chef Boang Hamassoumou. Mais nous sommes sur la bonne voie ; les malfrats, qui nous ont échappé jusqu'ici, sont plutôt en train de battre en retraite », affirme une source sécuritaire.

Face aux éléments du 5e BIR, la peur a donc changé de camp, côté ravisseurs. La débandade instinctive de ces derniers naît des « actions de harcèlement » à eux infligées par le 5e BIR, qui se traduisent par des interpellations de complices, le démantèlement de caches d'armes et des affrontements. Toutes actions qui mettent les ravisseurs en insécurité. « C'est vrai que tout ne se passe pas comme on veut. En deux semaines, nous avons perdu deux militaires. Ce n'est pas pour autant que la situation est incontrôlable, au contraire. On a connu, par moment, des actions

de démantèlement de réseaux de caches d'armes ; des actions ont également été menées en vue de neutraliser ces hors-la-loi, à travers des accrochages et beaucoup d'interpellations des complices ou tout au moins, les relais locaux de ces malfrats qui viennent essentiellement des pays étrangers », rassure une source au 5e BIR.

Mais les populations locales, continuent de jouer le rôle de facilitateurs à ces ravisseurs, en leur servant de guides, de ravitailleurs et même d'agents de renseignement et de transporteurs. Une manie qui enfreint les ardeurs des vaillants soldats qui ne demandent qu'à être bien renseignés pour mieux protéger. N'empêche que malgré tout, ils prennent le contrepied des preneurs d'otages. Le 5e BIR, qui connaît le mode opératoire de ces malfrats dans l'Adamaoua, sait donc déployer son artillerie. « La plupart des preneurs d'otages viennent de Garoua, Maroua, Kousseri, N'Djaména et autres villes. Après leurs coups dans l'Adamaoua, ils repartent dans leurs villes de résidence. Lors des attaques, les personnes enturbannées, qui ne veulent pas se faire remarquer, sont généralement des locaux. Et de moins en moins, on trouve parmi ces preneurs d'otages, des personnes enturbannées, donc, ils viennent d'ailleurs et agissent à visage découvert », confie une source. Le moins que l'on puisse dire au 5e BIR, c'est que : « Les nouvelles sont bonnes, il n'y a pas de quoi être en état d'alerte ». ■

AG Pothier
PUBLICIS

Ça a cuit !

**Votre numéro de téléphone
peut être suspendu**

Sur instruction des autorités compétentes, tous les abonnements non ou mal identifiés seront automatiquement suspendus.

Vous avez 18 ans ou plus et avez au moins un numéro de téléphone?
Évitez la suspension de vos numéros!
Plus que jamais, il est temps de mettre à jour votre identification dans
tous les Points Agréés Orange, c'est gratuit!

Munissez-vous de votre CNI ou de votre Récépissé en cours de validité.

 Orange_Cameroun
 www.facebook.com/orangecameroun
 www.orange.cm
 My Orange

